

Les irrégularités du fichier « Base élèves »

Le Conseil d'Etat a jugé que le fichier « Base élèves », mis en place en 2004 pour recenser les écoliers du primaire, n'est pas mis en œuvre de façon conforme à la loi Informatique et libertés. Il relève notamment les informations sur l'affectation en classe d'insertion destinée à des enfants touchés par un handicap qu'il assimile à des données de santé. Par ailleurs, le Conseil d'Etat estime que le droit d'opposition n'est pas respecté. Sa décision est en ligne sur <http://goo.gl/hFDd>.

Pour un renforcement de la vidéosurveillance



OWN WORK

Un rapport d'information sur la contribution de l'Etat au développement de la vidéosurveillance a été déposé le 13 juillet 2010 à l'Assemblée nationale. Il milite pour une intervention étatique accrue en ce domaine. Le document relève l'importance d'un contrôle du fonctionnement des systèmes, tout spécialement sur la voie publique. A lire sur <http://goo.gl/9Ebs>.

Hadopi : un décret précise la procédure



Le décret publié le 26 juillet 2010 précise les modalités de saisine de la Commission de protection des droits de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi) par les ayants-droits, la gestion des informations à caractère personnel, ainsi que la procédure suivie devant cette Commission (<http://goo.gl/OHNI>).

NUL N'EST CENSÉ...

JURIDIQUE



Christiane Féral-Schuhl,
avocate à la cour, et associée fondatrice
du cabinet Féral-Schuhl Sainte-Marie

Ce qu'il faut retenir de l'affaire Oracle-Faurecia

LE FAIT : un arrêt récent de la Cour de cassation se prononce sur la validité d'une clause limitative de responsabilité, mettant ainsi fin à un contentieux débuté en mai 2000.

Dix ans après, l'affaire Oracle contre Faurecia trouve enfin sa conclusion avec un arrêt sur la clause limitative de responsabilité. Le contentieux a trait à un contrat de mise en place d'un ERP. La solution attendue ne lui ayant pas été livrée, l'équipementier automobile cesse de payer les redevances d'utilisation du progiciel. Oracle, qui l'assigne en paiement, voit sa responsabilité retenue à raison de l'échec du projet.

Dix ans de contentieux

S'ensuit une saga judiciaire. La cour d'appel de Versailles fait application de la clause limitative de responsabilité au bénéfice d'Oracle. Par une analyse contraire, la Cour de cassation casse cette décision en février 2007, considérant que le manquement à « une obligation essentielle » – la livraison du logiciel – écartait l'application de ladite clause. La cour d'appel de Paris résiste et maintient son application.

Le contentieux s'achève devant la Cour de cassation qui, par un second arrêt du 29 juin 2010, confirme la validité de la clause limitative de responsabilité, au motif que celle-ci ne vidait pas de toute substance l'obligation essentielle du prestataire et qu'aucune faute lourde n'avait été démontrée à son encontre. A cet

égard, la Cour de cassation énonce que « la faute lourde ne peut résulter du seul manquement à une obligation contractuelle, fût-elle essentielle, mais doit se déduire de la gravité du comportement du débiteur ».

Des précisions sur le plafond des indemnités

Même si la validité d'une clause limitative de responsabilité reste subordonnée à l'appréciation des juges de son lien avec l'obligation essentielle, cet arrêt apporte plusieurs précisions utiles à même de la conforter. Ainsi, les efforts consentis par le prestataire sur le prix ont été pris en considération par les juges pour limiter l'indemnisation du client. La disposition relative à la répartition du risque entre les parties a été interprétée comme confortant la validité de la clause de responsabilité. Enfin, le plafond de responsabilité – correspondant au prix payé par le client au titre des licences – n'a pas été jugé dérisoire. Autant d'informations que les rédacteurs de contrats doivent désormais prendre en compte. ■

CHRISTIANE FÉRAL-SCHUHL

CE QU'IL FAUT RETENIR

La validité d'une clause limitative de responsabilité reste subordonnée à l'appréciation des juges de son impact sur l'obligation de celui qui veut s'en prévaloir. Cette décision apporte néanmoins des précisions utiles sur le plafond d'indemnisation jugé non dérisoire et sur les circonstances confortant la validité d'une telle clause.